

1962, 98 étudiants indiens seulement fréquentaient l'université. Le pays a besoin des services d'un nombre plus considérable de jeunes Indiens dans l'industrie, le commerce et la fonction publique.

9. Encourager les échanges d'étudiants. L'année dernière, environ 8,115 étudiants canadiens ont étudié à l'étranger et environ 8,500 étudiants étrangers fréquentaient les universités canadiennes. Du point de vue des relations internationales, c'était une excellente initiative. A cet égard, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Martin) a été prié de mettre sur pied un programme de bourses en vue d'échanges au sein de la communauté culturelle mondiale de langue française, programme s'inspirant du plan de bourses du Commonwealth qui est couronné de succès. Il convient de louer les autorités de la célébration du centenaire d'envisager d'importants échanges d'étudiants des universités et collèges canadiens, ce qui marquerait de façon très appropriée la célébration du centenaire de 1967. De même, le plan pourrait très bien être élargi de façon à inclure l'échange d'instituteurs et de professeurs français entre le Québec et les autres provinces.

10. Étendre jusqu'à l'âge de 18 ans les allocations familiales aux étudiants qui continuent à fréquenter l'école ou l'université.

11. Permettre que tous les dons des particuliers et des sociétés aux universités puissent être déduits du revenu imposable; exempter les universités, comme le sont les hôpitaux, du versement de la taxe fédérale de vente.

12. Réviser les dispositions de la loi de l'impôt sur le revenu dans le sens recommandé par la Fondation canadienne des universités ainsi qu'il suit:

a) Porter de \$550 à \$1,000 la déduction au titre des personnes à charge qui remplissent les conditions prescrites actuellement pour la déduction des frais de scolarité.

b) Exempter les étudiants de plein temps, autorisés à l'heure actuelle à déduire leurs frais de scolarité, de la première tranche de \$2,000 de leur revenu. Ce serait une façon pour le gouvernement d'alléger le fardeau actuel des frais d'université subis par les étudiants et les parents.

Ce sont là certaines des décisions qu'on pourrait prendre tout de suite sans puiser massivement dans le Trésor fédéral. Il est essentiel pour nous de comprendre qu'il ne s'agit pas simplement d'une crise passagère, mais plutôt du début à tous les niveaux d'enseignement d'une nouvelle ère d'expansion qui exigera un appui coordonné et constant de tous les paliers de gouvernement dans une période d'évolution technique accélérée.

[M. Webster.]

Notre société a les ressources voulues pour offrir les moyens d'accroître le nombre des étudiants aux niveaux secondaire et supérieur. Toutefois, le gouvernement actuel ne nous oriente pas dans cette voie. Toujours plus de Canadiens comprennent cependant que l'éducation sous toutes ses formes est essentielle au bien-être de la nation. Pour avancer, fortes d'imagination créatrice et de confiance dans cet âge scientifique, toutes nos autorités publiques doivent adopter ce que M. Claude Bissell, président de l'université de Toronto, appelle des «mesures héroïques» afin de répondre aux besoins pressants de l'éducation moderne.

En terminant, j'aimerais insister sur ces derniers points en citant un passage du rapport sur l'éducation supérieure en Grande-Bretagne, publié en octobre 1963 par un comité qu'a institué le premier ministre anglais, sous la présidence de Lord Robbins:

Tout au long de notre rapport, nous avons pris pour admis que les cours d'enseignement supérieur doivent être à la portée de tous ceux qui ont du talent et veulent s'instruire.

Nous ne pensons pas que les sociétés modernes puissent atteindre leurs objectifs d'expansion économique, de relèvement des niveaux de culture, sans tirer pleinement parti des talents de leurs citoyens. C'est évidemment nécessaire si nous voulons concurrencer les autres pays hautement évolués, à une époque d'accélération des progrès techniques et sociaux. Même sans l'aiguillon des normes internationales, il serait vrai de dire que pour réaliser les aspirations modernes, dans le domaine de la richesse et de la culture, on a besoin d'une population bien instruite.

Une société véritablement humaine veut offrir à tous la chance de devenir non seulement de bons producteurs, mais aussi des hommes et des femmes de valeur.

(Texte)

M. Jean-Eudes Dubé (Restigouche-Madawaska): Monsieur l'Orateur, permettez-moi de me joindre aux honorables députés qui m'ont précédé pour offrir mes félicitations les plus sincères aux motionnaires de l'Adresse en réponse au discours du trône. Ils ont tous deux été tout à fait à la hauteur de la tâche qu'on leur avait confiée.

Monsieur l'Orateur, je me propose, cet après-midi, de souligner les problèmes économiques du nord du Nouveau-Brunswick, ainsi que d'y offrir quelques solutions.

J'aimerais également faire revivre pendant quelques instants le voyage des parlementaires de l'OTAN et terminer par mes impressions personnelles sur l'unité nationale.

Au cours de l'année qui vient de s'écouler, monsieur l'Orateur, le gouvernement du Canada a «initié» plusieurs mesures économiques qui sont de nature à relever le standard de vie des régions défavorisées de l'Est du Canada et plus particulièrement des provinces maritimes.